

Après la réélection d'Uribe, guerre au finish en Colombie ?¹

Dans un pays harassé par la crise sociale, les guérillas et les exactions des paramilitaires, la perspective d'une issue à la guerre civile semble plus lointaine que jamais. Encouragé par les Etats-Unis, le président Uribe fait son miel d'une situation catastrophique.

L'exception qui confirme la règle ? Au flanc nord d'une Amérique du Sud très majoritairement tentée par des expériences progressistes, voire par des gouvernements clairement orientés vers des alternatives de gauche anti-libérales, la Colombie vient de confirmer Alvaro Uribe à la présidence du pays.

A y regarder de plus près, toutefois, la victoire du sortant n'est pas un triomphe total. D'abord, parce que l'abstention, traditionnellement élevée, a gaillardement atteint les 56%. Ensuite, et peut-être surtout, parce que le candidat de la gauche, Carlos Gaviria, a obtenu 22% des voix, un score modeste, mais pourtant historique : jamais la gauche – ici le Pôle démocratique alternatif (PDI) – qui avait déjà emporté la mairie de Bogota en 2003, n'avait dépassé les 8% à la présidentielle. On ne peut donc pas parler de plébiscite pour celui qui se présente volontiers comme le sauveur de la patrie. Mais les partisans du vainqueur, les « uribistes », ne retiendront que le score de leur champion : 62% des voix. Après une campagne émaillée de scandales² et au cours de laquelle il a refusé de débattre avec les autres candidats, M. Uribe l'a emporté avec un résultat - en pourcentage des votants - supérieur à celui qu'il avait réalisé en 2002. Il y verra évidemment un appui populaire à la « pacification » du pays qu'il a placée au centre de l'action gouvernementale. Soit une guerre sans merci contre les guérillas et une relation bien plus compréhensive avec les paramilitaires.

Cette victoire du « messianisme et de l'autoritarisme » dénoncée par les forces progressistes aura mis du baume au cœur des dirigeants nord-américains, échaudés par les déconvenues électorales de nombre de leurs amis dans le cône sud. En effet, Washington n'a pas tardé à se féliciter du succès de son plus fidèle allié latino-américain.

Une annexe des Etats-Unis

La Colombie apparaît, à bien des égards, comme une sorte d'annexe des Etats-Unis. Le 27 février dernier, elle a signé un traité bilatéral de libre commerce (TLC) avec ceux-ci. Ce qui, le rapport de force entre les deux Etats étant ce qu'il est, accélère le processus de mise sous tutelle de la Colombie en aggravant du même coup la crise sociale. Face aux multinationales hyper-subsidées de l'agro-alimentaire, les petits agriculteurs colombiens risquent de ne pas peser lourd. Pour certains économistes, les secteurs traditionnels comme la culture de maïs, qui assure la sécurité alimentaire de la majorité des Colombiens, seront rudement touchés. Selon plusieurs études, un million d'hectares cultivés pourraient disparaître face à la concurrence du maïs états-unien, désormais exempt de droits de douanes. De même, « 250 000 emplois sont menacés dans la filière avicole » estime un responsable de la Centrale unitaire des travailleurs (CUT), Miguel Caro. Et le TLC risque fort d'accélérer les privatisations, notamment des ressources aquifères.

Mais les intérêts des Etats-Unis en Colombie sont aussi d'ordre stratégique. Le TLC apparaît comme un possible élément de relance du projet de zone de libre échange des Amériques, du Canada à la Terre de feu, aujourd'hui à l'arrêt faute de candidats à l'adhésion, mais qui constitue le « grand œuvre » économique-commercial de George Bush.

¹ Analyse parue dans le N° 271 du *Journal du mardi*, 6 juin 2006.

² Uribe a offert l'impunité à des milliers de paramilitaires responsables de crimes contre l'humanité et en a enrôlé certains dans les forces de sécurité. 10 000 de ces « démobilisés » seraient toujours actifs. Il est aussi question de détournement massif de voix, de collusion entre les sphères du pouvoir et les mafias de la drogue et de plan de déstabilisation contre le Vénézuélien Chavez, le voisin honni.

D'autre part, la Colombie, de part sa position géographique, surplombe en quelque sorte un continent un peu trop rétif. Et Washington entend bien disposer d'une base pour une force d'intervention rapide susceptible de « mettre de l'ordre » dans toute la région et de protéger ses investissements, notamment dans le domaine des hydrocarbures. Telle sont aussi les raisons d'être du « plan Colombie » qui vise officiellement à démanteler le trafic de drogue dans ce paradis des mafias.

Crise sociale

Cela étant posé, M. Uribe a promis que son second mandat donnerait la priorité à l'emploi et à la politique sociale. Outre que le TLC ne facilitera pas les réformes positives en la matière, le gouvernement aura du pain sur la planche. Du côté du pouvoir, on affirme volontiers que, tout compte fait, le pays ne va pas mal avec une croissance de 5%. Mais la crise sociale est plus profonde que jamais : système de santé désarticulé, mise au pas des organisations syndicales, flexibilité à outrance. Et il faut parler des citoyens déplacés de force pour cause de conflits sanglants avec les guérillas. Sous la législature précédente, plus d'un million et demi de personnes ont été transférées de force des zones de conflit entre l'armée et les guérilleros. L'armée n'a pas hésité à recourir à l'épandage de produits toxiques pour éradiquer les cultures de coca. Traitement assurément efficace, mais qui a également touché la culture de yucca, une nourriture de base des paysans, et le bétail. Sans culture de substitution pour assurer la subsistance de ces populations.

Le « plan Colombie ? Les Etats-Unis ont injecté quatre milliards de dollars pour, officiellement, aider Bogota à en terminer, à la fois, avec le narcotrafic et les conflits armés, pour fortifier la démocratie. Mais... la culture de coca aurait augmenté de 26% en 2005 selon des services officiels nord-américains. Et la guérilla continue à sévir. Quant à la démocratie... Quel sens donner à ce mot quand les milices paramilitaires, longtemps tolérées par le pouvoir, persécutent, terrorisent, sèment la mort dans la population ?

Impasse politique

Interviewé récemment par *L'Humanité*, le secrétaire général du PC colombien, Jaime Caycedo, présent aux élections dans le cadre du PDI, livrait une analyse intéressante de la situation colombienne. « *Faute de réformes substantielles, la majorité des guérillas ont considéré qu'il n'y avait pas de changement démocratique, ni de rupture réelle (...) La problématique est sociale, politique, culturelle et historique. Les guérillas luttent pour des changements politiques et sociaux, des transformations profondes des structures économiques.* » Et Jaime Caycedo affirmait que, si ces réformes avaient lieu, « *les organisations armées se reconverteront en organisations sociales. Mais l'oligarchie et les grands propriétaires terriens s'y refusent, en raison des objectifs des monopoles étrangers dont la majorité sont étatsuniens.* » Excès de candeur quant à la volonté réelle des guérilleros d'intégrer le processus politique (pour la première fois depuis 1998, les FARC avaient appelé à participer aux élections, à voter contre Uribe) ? La politique d'éradication obstinément menée par le pouvoir n'aide évidemment pas à répondre à cette question. Pas plus que les exactions des milices armées, officiellement démobilisées. Mais qui, comme ce groupe d'extrême droite, « Colombie libre de communistes », le bras armé des « Autodéfenses unies de Colombie » clamaient avant le scrutin : « *Nous ne permettrons pas que le résultat soit autre que la victoire d'Uribe et s'il apparaît que le résultat soit autre et que la majorité (aille au PDA), nous nous chargerons de les teindre de rouge sang.* »

La victoire d'Uribe, en tout cas, est qualifiée de « véritable catastrophe » par les défenseurs des droits humains. Comme pour le Comité de soutien à Ingrid Bétancourt, (la candidate écologiste enlevée voici plus de quatre ans par les FARC) qui accuse Uribe « *de considérer la question des otages comme*

secondaire et de toujours repousser le règlement d'un accord humanitaire. » Et comme, actuellement, les FARC refusent de négocier avec le président...

Fait marquant, les centaines de Colombiens prisonniers de la guérilla ont été particulièrement absents de la campagne électorale. Il y a pourtant eu encore plus de 700 enlèvements en 2005. « *Obligés de s'adapter aux horreurs de la guerre, les gens finissent par s'en désintéresser* » notait récemment, dans *Le Monde*, Olga Lucia Gomez, directrice d'une association d'aide aux familles des séquestrés. Quatre ans après la rupture du processus de paix avec la guérilla, une large majorité des Colombiens qui votent semblent résignés à l'usage de la force pour sortir de la guerre civile. Une voie pourtant sans issue.

Plus d'un siècle de conflit

La Colombie s'est divisée en 1903, amputée du Panama qui déclare son indépendance. Avec l'appui des Etats-Unis qui inaugurent ainsi une politique incessante d'intervention dans la région. Dans les années 1930, la droite ultra a pu contrer toute velléité de normalisation démocratique. L'assassinat en 1948 du leader progressiste Elicier Gaitan, opposé à la puissante oligarchie au pouvoir, allait marquer le début d'une guerre civile sans fin. Pendant cinq ans, de puissantes révoltes paysannes étaient réprimées dans le sang (on parle de 200 000 morts). La dictature militaire est chaudement encouragée par les Etats-Unis.

Entre 1957 et 1974, libéraux et conservateurs pratiquent l'alternance au pouvoir, matant sévèrement toute tentative de rébellion. Les partis sont interdits.

Mais dans les années 1960, les guérillas naissent dans un Etat de non droit et d'inégalités sociales. Les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie) apparaissent en 1964, l'ELN (Armée de libération nationale) un an plus tard, l'EPL (Armée populaire de libération) en 1967. Et enfin, le M19, issu de la bourgeoisie urbaine, en 1970. Principale guérilla, les FARC se battent pour une réforme agraire (aujourd'hui encore, 0,38% des propriétaires possèdent 65% des terres arables quand 80% de la population vit sous le seuil de pauvreté).

Né pour contrer les guérillas, le paramilitarisme regroupe des éléments armés qui défendent les intérêts des gros propriétaires terriens, des hommes payés par le narcotrafic qui entend bien utiliser la terre à sa guise, et certaines forces de sécurité de l'Etat. On verra ainsi paramilitaires et armée mener de concert une sale guerre contre les appuis, réels ou supposés, de la guérilla : tortures, assassinats, enlèvements.

De 1982 à 1990, des négociations tentent de dépasser cette situation sans issue. Sabotés par les « paras » qui massacrent des milliers de cadres et de militants des FARC. Le M19 et l'EPL vont pourtant rendre les armes.

Ce n'est qu'en 1998 que des pourparlers reprendront sous la présidence de Pastrana. Une zone de 42 000 km² est démilitarisée pour favoriser le dialogue. Là encore, celui-ci échoue sous la pression des paramilitaires et des classes dirigeantes. D'autant plus que Pastrana acceptera le plan Colombie. C'est en prenant appui sur la déception des Colombiens après les tentatives de paix avortées qu'Alvaro Uribe est élu en 2002 et promet d'anéantir la guérilla.